

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HALBOURG et Fils

9 Rue de la Vallée
76890 Saint-Pierre-Bénouville

Références : UDRD-2025-03-T-169
Code AIOT : 0005804292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement HALBOURG et Fils implanté Zone d'activité du Val de la Béthune rue Sainte Claire 76270 Neufchâtel-en-Bray. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site HALBOURG et Fils de Neufchâtel-en-Bray afin de vérifier que l'entreprise avait bien mis en œuvre les campagnes de mesures des PFAS dans ses rejets aqueux prescrites par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux). La visite a également été l'occasion de faire un point sur la situation administrative du site et la conformité de l'autosurveillance des rejets aqueux mise en œuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HALBOURG et Fils
- Zone d'activité du Val de la Béthune rue Sainte Claire 76270 Neufchâtel-en-Bray

- Code AIOT : 0005804292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise HALBOURG et fils est spécialisée dans les activités :

- de vidange de systèmes de traitement des eaux usées (déshuileurs, puisards, etc.),
- de curage et de nettoyage des réseaux et des équipements de traitement des eaux usées,
- de nettoyage des voiries,
- d'inspection télévisées des réseaux,
- de contrôle d'étanchéité des systèmes d'assainissement et de tests de compactage des tranchées.

Elle exploite sur son site de Neufchâtel-en-Bray une installation de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) sous le régime de l'autorisation destinée au lavage des sables et au traitement des graisses et matières de vidanges collectées lors des opérations de curage de réseau ou de vidange de système d'assainissement non collectifs.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Nature des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 1.2.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
3	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.2.2.	Demande d'action corrective	7 jours
5	Autosurveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 9.2.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Valeurs limites d'émission des effluents acqueux	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.3.9.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Réalisation des campagnes d'analyse des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 27/10/2022, article 2	Sans objet
4	Autorisation de rejet vers la station d'épuration collective (CSP)	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.3.6.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la campagne de mesure des PFAS commencée par l'exploitant tardivement en janvier 2025 n'était pas conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans la mesure où les prélèvements n'étaient pas réalisés sous accréditation et que l'analyse du paramètre AOF était manquante. L'inspection propose donc à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux dans un délai de 4 mois.

L'autosurveillance mise en œuvre par l'exploitant sur ses rejets aqueux en 2024 n'est pas conforme aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2014, tant sur les fréquences de surveillance que sur les paramètres mesurés. Les résultats de l'autosurveillance montrent également des dépassements fréquents des valeurs limites de rejet sur les paramètres DCO, DBO5 et Azote Kjeldahl. En conséquence, l'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre également en demeure l'exploitant de respecter :

- sous 1 mois, les dispositions de l'article 9.2.3.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2014 relatif aux fréquences et paramètres à analyser dans un délai d'1 mois ;
- sous 6 mois, les dispositions de l'article 4.3.9.2 relatif aux valeurs limites d'émissions des rejets vers la station d'épuration urbaine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2022, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
L'article 1.2.1. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 mars 2012 modifié est annulé et remplacé par le présent article : « ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES			
Rubrique	Régime (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations
2791-2	A	Installations de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782	<u>Unité de lavage de sables</u> (issus de curage des réseaux et des stations d'épuration) : 12 t/j <u>Unité de traitement biologique, incluant l'unité de</u>

		La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes par jour	déshydratation des boues : capacité maximale : 20 t/j soit un total de 32 t/j
2716-2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2715, 2719 Le volume susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume total de déchets non dangereux inertes susceptibles d'être présents dans l'installation : 463 m³

(1) A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement) ou NC (Non Classé). »

Constats :

Le dépotage sur le site peut être fait en toute autonomie par les chauffeurs 7j/7 et 24h/24. La mise en service du dégrillage est automatique. Le reste de l'installation fonctionne uniquement en présence du personnel.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de changement concernant la situation administrative du site. Environ 200 m³ de déchets étaient présents sur le site qui est autorisé à stocker un volume total de 463 m³ de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2716). Les volumes d'activités présentés sont inférieurs aux volumes d'activités autorisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 1.2.3.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admis

Prescription contrôlée :

L'autorisation est délivrée pour la réception et le traitement de déchets issus de l'épuration et du curage de réseaux de collecte des eaux usées (matières de vidange, etc).

Seuls peuvent être admis les déchets entrant dans les rubriques suivantes de la nomenclature des déchets :

Code de la nomenclature des déchets	Nature
19/08/02	Déchets de dessablage
19.08.09	Mélange de graisses et huiles ne contenant que des huiles et graisses alimentaires
20/01/25	Huiles et matières grasses alimentaires
20/03/04	Boues de fosses septiques
20/03/00	Déchets provenant du nettoyage des égouts
20/03/99	Déchets municipaux non spécifiés ailleurs
19/08/05	Boues provenant des eaux usées urbaines
19.08.12	Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11 (boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles)

En particulier, les déchets suivants ne sont pas admis sur site :

Code de la nomenclature des déchets	Nature
13.05.03*	Boues provenant de déshuileurs
13.05.08*	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eaux/hydrocarbures
19.08.10*	Mélange de graisses et huiles autres que celles visées par la rubrique 19.08.09
20.01.26*	Huiles et matières grasses alimentaires autres que celles visées par la rubrique 20.01.25

[...]

Constats :

L'inspection a consulté le cahier d'admission rempli sur le site par les chauffeurs lors du dépotage. Sur la semaine du 22 au 29 janvier inclus, 5 dépotages ont été inscrits sur le cahier. Pendant la visite, seuls 3 bordereaux de déchets correspondant à ces dépotages ont pu être consultés (ceux des 23, 27 et 29 janvier). Sur ces 3 dépotages, les codes déchets correspondaient bien à des matières autorisées sur le site (codes 20 01 05 et 20 03 04).

Pour les autres dépotages, les bordereaux correspondants n'ont pas été retrouvés. L'exploitant explique que pour la collecte chez des particuliers (fosses septiques, débouchage de canalisation...), un bordereau peut regrouper plusieurs opérations de pompage dans la mesure où les volumes pompés sont souvent très faibles.

L'exploitant a transmis par courriel du 11/03/2025 les BSD correspondants aux dépotages des 22 et 24 janvier 2025. La nature des déchets sur ces bordereaux correspond bien aux codes déchets admissibles sur le site. Toutefois, sur les documents transmis, les producteurs des déchets n'apparaissent pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection sous 7 jours les BSD des 22 et 24 janvier 2025 complétés avec le(s) nom(s) et adresse(s) du/des producteurs de déchets. Dans le cas d'un bon de transport collectif (correspondant au pompage de plusieurs installations par exemple), il pourra utiliser ses bons d'intervention ou ses factures et les joindre au bon de suivi des déchets pour identifier les producteurs des déchets. L'exploitant veillera à l'avenir à disposer sur son site des BSD identifiant l'ensemble des producteurs de déchets, y compris dans le cas d'un transport collectif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Plan des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection son plan des réseaux d'eaux.</p> <p>Le site est alimenté en eau potable de la ville uniquement au niveau du bureau d'accueil, du laboratoire et des sanitaires associés. L'eau traitée par la station d'épuration urbaine voisine est utilisée pour le process. Elle est acheminée via un poste de relevage vers le bâtiment contenant les cuves de sable, le dégrilleur et le tamis. Elle alimente également la presse à boues et la zone de dépotage.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le site ne rejette pas d'eaux usées sanitaires. Celles-ci sont traitées par les installations du site avec les eaux de process. Les eaux de process sont rejetées vers la station d'épuration urbaine de Neufchâtel-en-Bray via le point de rejet n°2.</p> <p>Les eaux pluviales sont traitées par un déshuileur/débourbeur, transitent par un bassin de 90 m³ et sont rejetées dans le milieu naturel dans le cours d'eau la Béthune au point de rejet n°1.</p> <p>Lors de la visite, le plan présenté ne faisait pas apparaître l'arrivée d'eau potable, les postes de relevage et les compteurs d'eau. Certains éléments étaient peu lisibles en l'absence de légende. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel un plan mis à jour qui précise ces éléments et qui est beaucoup plus lisible. Toutefois, ce nouveau plan ne fait pas apparaître l'endroit où les eaux usées sanitaires rejoignent le circuit de traitement des déchets liquides sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour sous 7 jours son plan des réseaux pour faire apparaître l'endroit où les eaux usées sanitaires rejoignent le circuit de traitement des déchets liquides sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 4 : Autorisation de rejet vers la station d'épuration collective (CSP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.3.6.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de rejet prévue à l'article L.1331-10 du code de la santé publique et délivrée par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement, après avis de la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval si cette collectivité est différente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est bien autorisé, par arrêté préfectoral du 7 septembre 2021 à déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau d'assainissement intercommunal. Il dispose également d'une convention de rejet qui reprend des valeurs limites de rejets de l'arrêté d'autorisation du site au titre des ICPE en date du 1^{er} août 2014.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 9.2.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, protection des ressources en eaux

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	mesure	annuelle
MES	mesure	annuelle
DBO5	mesure	annuelle
DCO	mesure	annuelle
Hydrocarbures	mesure	annuelle

Eaux résiduaires après prétraitement au raccordement dans la station collective : N°2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit	mesure	continu
Température	mesure	continu
pH	mesure	continu
MEST	mesure prélèvement 24h	journalière
DCO	mesure prélèvement 24h	journalière
Hydrocarbures	mesure prélèvement 24h	mensuelle
DBO5	mesure prélèvement 24h	hebdomadaire
Azote Kjeldahl	mesure prélèvement 24h	mensuelle
Phosphore total	mesure prélèvement 24h	mensuelle
Métaux lourds et composés	mesure prélèvement 24h	mensuelle

PCB	mesure prélèvement 24h	mensuelle
AOX	mesure prélèvement 24h	mensuelle

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de mesures sur les rejets d'eaux pluviales au point de rejet n°1 en 2024 alors qu'il est soumis à une surveillance annuelle pour les paramètres pH, Matières En Suspension (MES), Demande Biologique en Oxygène (DBO5), Demande Chimique en Oxygène (DCO) et hydrocarbures.

Avant la visite, l'exploitant a transmis par courriel les rapports mensuels de mesures dans les rejets d'eaux industrielles (ou eaux résiduaires) au point de rejet n°2 pour l'année 2024. Leur étude montre une fréquence de mesure inappropriée pour les MES et DCO qui doivent être mesurés quotidiennement et la DBO5 qui doit être mesurée hebdomadairement alors que l'exploitant mesure ces paramètres mensuellement.

Lors de la visite, le préleveur était en panne suite à une surtension sur le réseau électrique. L'inspection n'a donc pas pu constater la mesure en continu du débit et de la température. Aucun dispositif de mesure du pH n'a été présenté à l'inspection sur le réseau d'eaux résiduaires lors de la visite.

Par ailleurs, les rapports de mesures ne précisent pas si les prélèvements ont bien eu lieu sur 24h. Tous les résultats sont exprimés en concentration et aucun n'est exprimé en flux. Les paramètres pH, débit sur 24h, hydrocarbures, métaux lourds, PCB et AOX n'apparaissent pas sur les comptes-rendus. Le programme d'autosurveillance mis en œuvre par l'exploitant n'est donc pas conforme au programme prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} août 2014.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera **sous 15 jours** qu'il a remis en service son préleveur.

L'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 9.2.3.1. de son arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2014 **sous 1 mois**. Cette disposition sera satisfaite si l'exploitant met en œuvre un programme d'autosurveillance conforme à l'article 9.2.3.1. de son arrêté d'autorisation pré-cité aux points de rejet n°1 et n°2, tant sur le type de paramètre à mesurer que sur leur fréquence de mesure. Il s'assurera de bien faire prélever un échantillon sur 24h permettant d'exprimer les résultats en flux pour les paramètres ayant une valeur limite d'émission exprimée en flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission des effluents acqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.3.9.2.		
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant déversement dans la station collective les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis : Température : < 30°C °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 Débit maximal journalier de référence : 118 m³/j		
Paramètres	Concentration maximale sur échantillon moyen 24 heures	Flux maximal journalier
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2000 mg/l	200 kg/j
Demande Biologique en Oxygène 5 jours (DBO₅)	800 mg/l	80 kg/j
Matières en Suspension totales (MEST)	600 mg/l	60 kg/j
Azote Kjeldahl (NTK)	150 mg/l	15 kg/j
Phosphore Total (P)	50 mg/l	5 kg/j
Hydrocarbures	5 mg/l	0,5 kg/j
Métaux lourds	Absence (limite de quantification)	-
PCB	Absence (limite de quantification)	-
AOX	Absence (limite de quantification)	-
[...]		
Constats :		
L'étude des compte-rendus des campagnes de mesures mensuelles en 2024 au point de rejet n°2		

met en évidence des dépassements récurrents et parfois supérieurs à 2 fois la Valeur Limite d'Émission (VLE) sur les paramètres :

- DCO : 3090 mg/l en février, 2556 mg/L en avril, 2468 mg/L en mai, 2280 mg/l en octobre, **6250mg/l** en novembre (5 dépassements sur 12 mesures de la VLE fixée à 2000 mg/L) ;
- DBO5 : **1700 mg/l** en février, **1600 mg/L** en avril, 1400 mg/L en mai, 980 mg/l en juin, 1500 mg/l en juillet, 1300 mg/l en octobre, 1520 mg/L en novembre (7 dépassements sur 12 mesures pour une VLE fixée à 800 mg/L) ;
- Azote Kjeldahl : 281 mg/l en février, 214 mg/l en avril, 247 mg/l en mai, 195 mg/l en juin, 169 mg/l en juillet, 247 mg/l en août, 287 mg/l en octobre, **312 mg/l** en novembre (8 dépassements sur 12 mesures de la VLE fixée à 150 mg/L).

L'exploitant n'a mis aucune action en œuvre pour rendre ses rejets conformes aux VLE suite à la réception de ses rapports de mesures. Les rejets sont traités par la station d'épuration urbaine de Neufchâtel-en-Bray. Toutefois les performances de cette station d'épuration urbaine n'étant pas bonnes (taux d'abattement faibles selon les indications de la DDTM), il est essentiel d'appliquer rigoureusement le principe de réduction des polluants à la source chez l'industriel pour éviter un risque de pollution du milieu naturel. **L'inspection propose donc à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'entreprise HALBOURG et fils de respecter les dispositions de l'article 4.3.9.2. de son arrêté d'autorisation du 1er août 2014 dans un délai ne dépassant pas 6 mois.**

Par ailleurs, l'exploitant n'avait jamais déclaré les résultats de son autosurveillance sur l'outil GIDAF (*Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente*). Le cadre de surveillance n'avait pas été créé. Suite à la visite, l'inspection a créé un cadre de surveillance dans l'outil GIDAF pour le site HALBOURG et fils de Neufchâtel-en-Bray. L'exploitant a créé son accès à l'outil. Il n'y a pas encore déclaré les résultats de l'autosurveillance aux points de rejets 1 et 2 mais y a téléchargé les rapports d'analyses mensuelles des mois de janvier et février 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès la prochaine campagne de mesure dans les rejets aqueux pour les points de rejet n°1 et n°2, l'exploitant déclarera l'ensemble des résultats sur l'outil GIDAF .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4

Thème(s) : Autre, Conformité des campagne d'analyses

Prescription contrôlée :

Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.

[...]

Cette campagne porte sur :

- 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
- 2° L'analyse de chacune des substances suivantes

[...]

Article 4

[...] Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

[...]

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

[...]

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures.

[...]

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Constats :

L'exploitant n'avait pas identifié qu'il était concerné par l'obligation introduite par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 de réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur ses rejets aqueux.

Suite à l'annonce de la visite d'inspection par courriel du 16 janvier 2025, l'exploitant a pris contact avec un laboratoire pour commencer la campagne de prélèvements et d'analyses. Le premier prélèvement au point de rejet n°2 (rejet d'eaux résiduelles vers la STEP urbaine) a été réalisé le 21 janvier 2025 en même temps que la campagne mensuelle d'autosurveillance, le second le 11 février 2025 et un troisième prélèvement est à réaliser en mars 2025. L'exploitant n'a pas fait réaliser de prélèvement au point de rejet n°1 (eaux pluviales).

Les prélèvements ont été réalisés sur une durée de 8h (durée de fonctionnement quotidienne de l'installation celle-ci ne fonctionnant pas en l'absence de personnel sur le site) par le personnel de l'entreprise dans les conditions habituelles de l'autosurveillance. Les échantillons n'ont pas été conditionnés dans un flacon qui répondait aux exigences de la norme EN-ISO 5667-3. Les prélèvements n'ont donc pas été réalisés sous accréditation ou par un laboratoire agréé. Ils ne respectent pas les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-cité.

Les analyses sur les 20 PFAS obligatoires ont quant à elles été rendues sous accréditation du laboratoire mais le paramètre AOF n'a pas été analysé. Les analyses ne répondent donc pas aux

dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel sus-cité. La limite de quantification des analyses PFAS est bien de 100 ng/l telle que prévue par l'article 4. Cependant l'exploitant s'est trompé d'ordre de grandeur dans sa déclaration GIDAF. Il a indiqué une limite de quantification de 100 µg/L.

Les prélèvements n'ayant pas été réalisés sous accréditation, les résultats des analyses ne peuvent pas être pris en compte. L'exploitant doit reprogrammer de nouvelles campagnes de mesures sur 3 mois consécutifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant disposait de neuf mois pour réaliser ces campagnes à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juin 2023, soit avant le 21 mars 2024. **L'échéance fixée par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 étant largement dépassée, l'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'entreprise HALBOURG et Fils de respecter les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans un délai de 4 mois. L'exploitant déclarera les résultats de ces campagnes de mesures sur GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois